

**“Economie et protection de l’Océan : défis et opportunités”**



**Note de réflexion HEC ONU**

## **Plan :**

### **I°) La France dispose d'atouts exceptionnels consistant autant d'opportunités à saisir pour que sa puissance repose sur les océans.**

A°) La France dispose d'opportunités et d'atouts économiques majeurs dans le secteur maritime

B°) La France dispose de grandes entreprises compétitives dans le secteur maritime

C°) Ce qui implique donc des responsabilités, lesquelles représentent un défi pour la France

### **II°) Mais la France peine à tirer les dividendes économiques de ses atouts maritimes et fait le constat d'une protection des océans inachevée**

A°) La France peine à tirer des avantages économiques de sa maritimité

B°) Constat écologique : relation avec TUM (essais nucléaires, ...)

C°) Economie contre protection de l'océan → classique dans un sens, dans l'autre classique aussi, on peut montrer que la logique de pur activisme ne fonctionne pas (Paul Watson de Sea Shepherd qui s'est fait arrêter)

Manque d'études sur la richesse des fonds marins

### **III°) Dès lors, la protection des Océans représente une opportunité économique et l'occasion pour la France d'exercer son influence.**

A°) Le dérèglement climatique sape les opportunités économiques liées à l'Océan

B°) Il est donc nécessaire de promouvoir à l'échelle européenne et mondiale une coopération internationale fertile

C°) La France peut user de sa diplomatie verte à travers la défense de la biodiversité comme pierre angulaire de sa stratégie de puissance

## **Introduction :**

Nous avons décidé de centrer notre étude sur la France, puisqu'elle est un bon exemple de des opportunités et des freins économiques liés aux espaces maritimes, et symbolise le lien élémentaire entre enjeux économiques et protection des Océans.

La France dispose d'un atout unique pour affirmer son rôle de puissance maritime. Ce patrimoine maritime exceptionnel recèle des opportunités économiques stratégiques dans des secteurs tels que l'énergie, la biodiversité ou les ressources minérales, tout en offrant à la France une place prépondérante dans la gouvernance des océans. Cependant, cette richesse s'accompagne de responsabilités complexes, notamment face aux défis écologiques et aux tensions géopolitiques qui menacent les écosystèmes marins.

Malgré ces atouts, la France peine à maximiser son potentiel maritime et à répondre efficacement aux enjeux environnementaux. La gestion durable des ressources et l'équilibre entre exploitation économique et protection des océans soulèvent des problématiques majeures, accentuées par le dérèglement climatique et les pollutions marines. Pourtant, ces défis peuvent également être transformés en opportunités, permettant à la France de jouer un rôle clé sur la scène internationale, grâce à sa diplomatie verte et à son implication dans les initiatives globales pour la préservation des océans.

Ainsi, nous examinerons comment la France peut s'appuyer sur ses atouts maritimes pour renforcer sa puissance (I), avant d'analyser les freins à leur pleine exploitation et les insuffisances dans la protection des océans (II), pour enfin envisager comment la préservation des espaces maritimes peut devenir un levier stratégique pour l'affirmation de l'influence française à l'échelle mondiale (III).

## **I°) La France dispose d'atouts exceptionnels consistant autant d'opportunités à saisir pour que sa puissance repose sur les océans.**

### **A) Tout d'abord, la France dispose d'opportunités et d'atouts économiques majeurs.**

La France possède la deuxième plus grande zone économique exclusive (ZEE) au monde, s'étendant sur environ 11 millions de km<sup>2</sup>, répartis sur tous les océans grâce à ses territoires ultramarins tels que la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, et La Réunion. Cette immense ZEE offre un potentiel économique colossal, en particulier pour l'exploitation des ressources marines. En effet, les fonds marins français contiennent des hydrocarbures, des nodules polymétalliques riches en cobalt, nickel et terres rares, qui sont essentiels pour des industries stratégiques telles que la fabrication de batteries électriques et l'électronique. Par exemple, dans le canal du Mozambique, les recherches ont révélé la présence de gisements de gaz naturel liquéfié, qui pourraient jouer un rôle clé dans l'approvisionnement énergétique de demain. Par ailleurs, la biodiversité marine française est l'une des plus riches au monde, avec près de 10 % des récifs coralliens mondiaux situés dans ses eaux. Elle offre des opportunités dans des secteurs émergents comme la biotechnologie marine, où des molécules extraites d'organismes marins servent déjà en pharmacologie et en cosmétique.

En métropole, les 7 500 km de côtes sont le berceau d'activités économiques dynamiques. Le secteur de la pêche, avec une production annuelle de 600 000 tonnes de poissons et fruits de mer, contribue à la sécurité alimentaire et aux exportations françaises,

tandis que l'aquaculture connaît une croissance soutenue, notamment grâce à la production d'huîtres et de moules en Bretagne et en Normandie. Le tourisme côtier, qui attire des millions de visiteurs chaque année dans des destinations emblématiques comme la Côte d'Azur et les plages de la Martinique, représente une autre source majeure de revenus, générant plus de 30 milliards d'euros annuels. Enfin, la France bénéficie également d'un potentiel énorme dans les énergies marines renouvelables, avec des projets comme celui de Saint-Nazaire, où le premier parc éolien offshore français, inauguré en 2022, peut alimenter jusqu'à 700 000 personnes en électricité.

### B) En outre, la France dispose de grandes entreprises compétitives dans le secteur maritime, d'où responsabilité de protection

La France s'impose comme une puissance maritime grâce à des entreprises mondialement reconnues. CMA CGM, basée à Marseille, est le troisième acteur mondial du transport maritime, avec une flotte de plus de 600 navires parcourant toutes les mers du globe. Cette position stratégique confère à la France une influence significative sur le commerce international, puisque plus de 80 % des échanges mondiaux transitent par voie maritime. Dans le domaine militaire, Naval Group, leader dans la construction navale militaire, conçoit des navires de haute technologie, notamment les sous-marins nucléaires, essentiels pour la dissuasion stratégique de la France. Le contrat récent pour fournir des sous-marins à l'Australie, bien qu'annulé, a montré l'expertise reconnue de la France dans ce secteur stratégique.

La recherche et l'innovation complètent ce dynamisme. L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) est à la pointe des découvertes sur la biodiversité marine et les technologies sous-marines. Il participe à des projets européens comme BlueMed, visant à préserver les écosystèmes marins tout en valorisant leurs ressources. Par ailleurs, des entreprises comme TotalEnergies investissent dans l'exploitation des énergies marines renouvelables, notamment dans des projets de turbines sous-marines et de fermes d'éoliennes offshore. Cependant, cette position dominante s'accompagne de lourdes responsabilités. La France doit protéger ses ressources, comme les récifs coralliens de Nouvelle-Calédonie, classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, qui abritent plus de 15 000 espèces marines. Avec plus de 2 millions de km<sup>2</sup> de réserves marines protégées, la France porte également une responsabilité environnementale mondiale.

### C) Ainsi, exploiter pleinement ces atouts maritimes implique de relever des défis complexes, tant sur le plan géopolitique qu'économique.

La surveillance de la ZEE française, répartie sur plusieurs océans, nécessite une flotte maritime robuste et bien équipée. Or, les capacités actuelles de la Marine nationale sont parfois jugées insuffisantes face aux menaces croissantes, comme les revendications chinoises dans le Pacifique ou les tensions autour des routes maritimes stratégiques. La France a récemment renforcé sa présence dans l'océan Indien en inaugurant la base de Mayotte, mais maintenir cette présence exige des investissements lourds, estimés à plusieurs milliards d'euros sur les prochaines décennies. Par ailleurs, les enjeux environnementaux

imposent une transition rapide vers une économie bleue durable, notamment pour limiter les émissions de CO<sub>2</sub> du transport maritime, qui représente 3 % des émissions mondiales.

Le financement de la transition énergétique maritime constitue un autre défi. Développer des énergies marines renouvelables, comme l'éolien offshore, nécessite des investissements publics et privés massifs. À titre d'exemple, le projet d'éolien offshore en Bretagne a nécessité un budget de 2 milliards d'euros, ce qui montre l'ampleur des besoins financiers pour généraliser ces technologies. Enfin, la France doit renforcer sa diplomatie océanique pour protéger ses intérêts. Elle est l'un des principaux contributeurs au traité sur la haute mer, adopté en 2023, qui vise à préserver les écosystèmes marins au-delà des eaux territoriales. Cependant, pour peser davantage sur les décisions internationales, la France devra mobiliser des coalitions et se positionner comme un leader dans la gouvernance des océans, tout en conciliant ses ambitions économiques et ses engagements environnementaux.

## **II°) Mais la France peine à exploiter ces atouts, morosité économique + protection des océans inachevée**

### **A°) Constat économique**

La France dispose d'un potentiel maritime exceptionnel. Elle possède la 2ème plus grande ZEE au monde, représentant 11,6 millions de kilomètres carrés d'espace maritime. Cette richesse est renforcée par ses territoires d'outre-mer dispersés sur tous les océans, ce qui lui confère un rôle stratégique dans un XXIème siècle que le président Emmanuel Macron qualifie de "siècle maritime". Pourtant, ce potentiel reste largement sous-exploité, confronté à des défis structurels et des ambitions souvent bridées.

La France peine en effet à exploiter ses atouts. "L'économie bleue" (i.e. l'économie autour de l'exploitation des espaces maritimes) ne représente que 2% de son PIB. L'océan recèle de ressources essentielles, que ce soit pour produire de l'énergie, pour les matières premières (comme les algues par exemple pour remplacer le plastique) ou simplement pour nourrir les populations. Les océans nous offrent un éventail d'opportunités économiques à portée de main dans des secteurs stratégiques, mais ces dernières demeurent sous-exploitées. 80% des produits de la mer consommés en France sont en réalité importés. Les énergies marines renouvelables ne représentent que 0,1% du mix énergétique français aujourd'hui. Les nodules polymétalliques au large de Clipperton ou le nickel en Nouvelle-Calédonie, qui sont des ressources stratégiques et essentielles dans la transition énergétique, restent ancrés dans ses fonds marins. Les moyens devraient être plus conséquents dans de tels secteurs du futur.

La France est un isthme, mais elle s'apparente davantage aujourd'hui à un pays côtier qu'à une puissance maritime. Dans un contexte de fort développement du commerce maritime et de sa conteneurisation, les ports français paraissent compétitifs face à la concurrence des autres ports mondiaux pour attirer les flux de l'économie mondiale. Le Havre, premier port à conteneurs français, n'est même pas dans les 50 plus grands ports à conteneurs mondiaux,

n'étant que le 62ème. Édouard Philippe lui-même, pourtant maire du Havre, affirme que "la France n'a pas un trafic maritime digne de sa façade maritime". Certes, elle reste leader grâce à ses entreprises dans certains secteurs, dans le secteur de l'affrètement par exemple grâce à la CMA-CGM, mais elle doit désormais s'imposer, en particulier lorsqu'elle est confrontée directement à d'autres puissances sur le plan économique, comme face au Royaume-Uni par exemple lors de la guerre de la coquille Saint-Jacques.

Pour surmonter ces défis, des initiatives ont vu le jour, comme la recreation en 2020 du ministère de la mer, témoignant des ambitions françaises dans ce secteur. Toutefois, ces aspirations nécessitent des investissements et des efforts conséquents. Comme le soulignait Fernand Braudel, "la puissance maritime française aura été trop souvent inemployée ou sous-employée". En renforçant son économie bleue, en modernisant son appareil stratégique et en se tournant vers de nouveaux secteurs, la France peut transformer ses vastes atouts maritimes en leviers économiques majeurs pour le XXIème siècle.

### B°) Le constat écologique

Cependant, l'océan ne sera plus un tel vecteur si le dérèglement climatique continue de s'accroître. Outre l'aspect économique, les espaces maritimes français sont une ressource à protéger. L'économie de la mer croît à l'échelle mondiale, créant des centaines de millions d'emplois directs. Mais cette croissance génère des impacts sans précédent sur l'environnement marin. Alors que la consommation de produits de la mer augmente chaque année dans le monde, les ressources maritimes qui soutiennent des milliards de personnes sont plus que jamais menacées.

La biodiversité dans les mers et océans français comme partout dans le monde s'effondre et c'est un drame. Un drame pour l'économie, pour nous nourrir mais aussi pour nous émerveiller. La première COP sur la biodiversité a eu lieu il y'a 30 ans, en 1994, 16 COP ont eu lieu depuis. Un de ses objectifs était de mobiliser 200 milliards de dollars par an pour sauvegarder la biodiversité. C'était un objectif essentiel de cette COP à Cali, et à sa fermeture ce mois-ci seulement 0,4 milliards avait été récoltés. Malgré des ambitions annoncées, les moyens nécessaires à la protection des Océans ne sont toujours pas mobilisés.

Alors que le rôle d'un océan en bonne santé dans les processus climatiques et de biodiversité est de plus en plus criant, des politiques océaniques efficaces nécessitent un engagement en faveur de l'utilisation durable, de la conservation et de la restauration des écosystèmes marins.

### C°) Économie contre écologie, un accord impossible ?

Nous sommes dans une situation où les économies sont poussées vers l'exploitation intensive des océans, dans un contexte de compétition mondiale, mais où de l'autre côté, la protection de ces derniers appelle à davantage de mesures fortes et de moyens pour cesser une exploitation démesurée et dégradante des espaces marins. Jusqu'à présent les problématiques économiques et écologiques ont été séparées dans les prises de décision. Cette séparation a provoqué durant des décennies des dysfonctionnements.

L'économie, de nombreux moments, est apparue en opposition à la protection des espaces marins. Les Organisations non gouvernementales ont un rôle dans la dénonciation de tels problèmes. Sea Shepherd par exemple, dont le fondateur Paul Watson est aujourd'hui emprisonné, dénonce des problématiques avec la pêche industrielle. En France, dans le golfe de Gascogne, elle agit contre la protection des populations de dauphins et les mesures pour y remédier prennent du temps.

L'économie peut pourtant fonctionner en accord avec la protection de l'Océan. Les entreprises peuvent par exemple trouver dans la protection de l'Océan une opportunité économique, permettant de développer un nouveau pan de l'économie tout en restant dans une démarche profitable. Certains secteurs sont déjà apparus, la production d'énergie renouvelable par exemple. Cette voie paraît être un bon début et nécessite d'être davantage développée.

Les décideurs peuvent exploiter les opportunités socio-économiques offertes par l'océan, tout en préservant l'environnement marin. À présent, il nous faut associer les problématiques économiques et écologiques pour avancer vers une démarche durable.

### **III°) Dès lors, la protection des Océans représente une opportunité économique et l'occasion pour la France d'exercer son influence.**

#### **A°) Le dérèglement climatique sape les opportunités économiques liées à l'Océan**

Les changements climatiques à l'œuvre aujourd'hui mettent en péril la navigation, l'exploitation des océans et entraînent l'apparition de menaces sécuritaires, d'où la nécessité d'agir. Il convient de dresser un constat des dégâts anthropiques causés sur les océans, que nous avons dressé en collaboration avec notre professeur François Gemenne, qu'il développe notamment dans son ouvrage Géopolitique du Climat spécialiste des questions écologiques.

Tout d'abord, il existe des changements climatiques majeurs qui altèrent les équilibres de biodiversité, comme l'acidification des Océans, causé par l'absorption de CO<sub>2</sub> en masse, ce qui augmente leur acidité, affectant les écosystèmes marins, notamment les récifs coralliens, essentiels pour la biodiversité et la protection côtière. L'augmentation de la température des eaux est également une conséquence directe du dérèglement climatique : les océans se réchauffent, perturbant les habitats marins, provoquant des migrations d'espèces et des épisodes de blanchiment corallien. Enfin, la fonte des glaces polaires et la montée des eaux entraînent une submersion des zones côtières et modifient les courants marins.

A ces changements climatiques s'ajoutent des pollutions de masse notamment des pollutions plastiques : plus de 8 millions de tonnes de plastiques entrent dans les océans chaque année, formant des "continents de plastique" et entraînent l'apparition de gyres notamment dans le Pacifique Nord, affectant les chaînes alimentaires marines. Les enjeux de surpêche sont aujourd'hui très prégnants, alors que le poisson représente la source principale de protéines d'une population croissante en Asie, ce qui pousse à exploiter les pêcheries au-delà de leur seuil de durabilité, ce qui est le cas pour 35% d'entre elles, et de mettre en place des techniques de pêche destructrices des fonds marins.

Ces dérèglements ont des conséquences directes sur les enjeux économiques des Océans : perturbation des routes maritimes, augmentation des coûts du transport maritime avec la montée des prix des assurances maritimes en lien avec les risques croissants que prennent les navires. Ils posent également des défis sécuritaires avec la montée des tensions pour la délimitation des ZEE en fonction des ressources à exploiter, des migrations climatiques entraînées par la submersion d'îles et d'archipels avec en premier lieu les Maldives et Kiribati, qui sont regroupés au sein de l'AOSIS (Alliance of Small Island States)

Dès lors, les Océans ne seront plus un tel vecteur de développement si le dérèglement climatique continue de s'accroître, ce qui en fait une ressource à protéger d'urgence, nécessitant une coopération internationale accrue.

### B) La nécessité d'une coopération multilatérale résiliente pour la protection des Océans est donc urgente en matière climatique et cruciale en matière économique.

L'édiction de normes internationales juridiquement contraignantes est absolument nécessaire. Dès lors, la coopération multilatérale est la marche à suivre.

Ainsi, les efforts de l'UE en matière de réglementation environnementale et de protection des Océans sont déjà un premier pas. En effet, à la conférence Notre Océan 2023 au Panama, l'UE a annoncé un soutien financier de plus de 816,5 millions d'euros pour des projets dédiés à la préservation des océans. Ces financements couvraient des domaines variés, notamment : la création et la gestion des aires marines protégées, la lutte contre la pollution marine, notamment les plastiques, la promotion d'une pêche durable, le développement de la recherche scientifique pour mieux comprendre les impacts du changement climatique sur les écosystèmes marins. D'autre part, les programmes affiliés au Green New-Deal intègrent des volets sur la protection des Océans comme le programme REPowerEU qui accélère des investissements dans l'éolien off-shore (1<sup>er</sup> parc français à Saint-Nazaire en 2022).

Toutefois, les initiatives régionales ne suffisent pas et un accord global est de la plus haute importance. Si la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) a fixé dès 1982 la souveraineté des Etats sur leurs jusqu'à 200 milles marins, la question de la haute mer n'a pas fait l'objet d'une quelconque régulation jusque depuis très récemment, laissant un vide juridique mettant aux prises les rapports de force entre Etats pour l'exploitation sans limite des ressources maritimes et la pollution. Situées au-delà de la juridiction des Etats, la haute mer n'appartient à personne mais est sous la responsabilité de



tous. C'est pourquoi l'accord Beyond National Jurisdiction (BBNJ), signé le 4 mars 2023 par plus d'une centaine de pays est une révolution, afin de faire de la haute mer un "bien commun mondial". Toutefois, les désaccords quant au caractère juridiquement contraignant du traité, de son financement, l'opposition des grands producteurs de plastique et la lente ratification de l'accord ternissent les espoirs d'un changement radical.

L'unique réussite totale de coopération internationale pour la protection des océans est celle de l'Antarctique. En effet, le traité de l'Antarctique signé en 1959 stipule le gel des revendications territoriales, la liberté de recherche scientifique et la mise en commun des résultats ainsi que l'interdiction des explosions nucléaires et du dépôt de déchets radioactifs. Cet exemple de patrimonialisation de l'espace maritime doit être érigé en exemple pour ce qui concerne la haute mer.

### C) Dans ce dialogue multilatéral, la France peut voir dans la protection des Océans une opportunité d'affirmer son influence par la diplomatie

La France doit établir une nouvelle grande stratégie basée sur la diplomatie verte, en ce sens l'immense ZEE de la France lui confère la légitimité et la responsabilité de peser dans les négociations internationales et d'exercer son pouvoir d'influence. Ainsi, la France a adopté l'objectif 30x30 de l'accord BBNJ (30% des aires marines protégées d'ici à 2030), avant même sa signature, a joué un rôle prépondérant dans la négociation de cet accord et milite activement pour la signature de l'accord contre la pollution plastique. D'autre part, la France contribue financièrement à la protection des Océans avec l'annonce de 65 millions d'euros pour des projets de préservation de la biodiversité, et l'annonce de son soutien aux pays en développement pour la mise en œuvre de politiques maritimes durables.

### **Conclusion :**

En définitive, pour que la France réussisse à relever les défis et saisir les opportunités que l'Océan lui offre, elle doit avant tout réconcilier ses ambitions économiques et écologiques afin d'établir un système durable et compétitif. Ce n'est qu'ainsi que notre pays pourra prendre ses responsabilités sur la scène internationale, en militant pour la protection des Océans et en particulier de la haute mer. Finalement, la Conférence des Nations Unies sur l'Océan qui se tiendra à Nice en juin 2025 paraît être au centre de la stratégie diplomatique française.